

---

**POUR DISCUSSION ET ORIENTATION**

DEUXIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**Rapport intérimaire d'exécution 2013**



---

## Introduction

1. L'année 2013 est la deuxième année de mise en œuvre du Plan stratégique pour 2012-15 (« le Plan ») adopté par le Conseil du Centre lors de sa 73<sup>e</sup> session en novembre 2011.<sup>1</sup> Le présent document porte sur le premier semestre 2013 et rapporte des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs fixés dans le programme et budget pour 2013, ainsi que des perspectives et défis à relever pour atteindre ces cibles d'ici la fin de l'année.
2. Le premier semestre 2013 a été marqué par une hausse des recettes, du nombre d'activités de formation et du nombre de participants. Cette reprise forte et durable des activités de formation reflète les efforts déployés conjointement par le personnel et la Direction pour s'adapter au nouvel environnement financier, pour innover et pour faire des économies. Parmi les autres faits saillants du premier semestre 2013 figurent la décision du gouvernement italien de verser à nouveau une contribution volontaire au Centre; la signature de plusieurs accords de financement avec de nouveaux partenaires, notamment le gouvernement japonais; et la conclusion de nouveaux accords de partenariat ou de coopération.
3. La collaboration avec le BIT reste excellente. Des fonds supplémentaires ont été alloués au Centre pour soutenir toute une série d'activités de formation de l'OIT, y compris la conception et le développement de nouveaux produits et cours portant sur certains domaines de première importance. Le Centre continue à activement au processus de réforme de l'OIT. Le Directeur général adjoint pour les programmes extérieurs et les partenariats a visité le Centre en mai 2013. À la suite de cette visite, un nouveau cadre de coopération renforcée a été mis en place entre le Centre et le Département des partenariats et de l'appui aux programmes extérieurs (PARDEV).
4. Dix académies ont eu lieu au cours du premier semestre 2013, dont six sur la Convention du travail maritime, 2006. Une nouvelle Académie sur le développement des jeunes a suscité un intérêt et un soutien étendus. La *Turin School of Development* a lancé la première édition en espagnol de son master en patrimoine mondial et projets culturels pour le développement en collaboration avec l'Université de Barcelone, ainsi que la première édition en français de son master en gouvernance et management des marchés publics en appui au développement durable, en collaboration avec SciencesPo.
5. Le Centre a participé au premier tour de rapport sur le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Dans son analyse des résultats, ONU Femmes a déclaré que « l'utilisation par le Centre d'un marqueur de genre servant à déterminer le degré d'intégration des questions de genre dans la mise en œuvre spécifique de cours et d'autres activités de développement des capacités en fait un des meilleurs éléments du système dans le domaine de l'examen des programmes. » Le Centre a satisfait aux exigences pour 10 des 15 indicateurs de performance et s'en est approché pour quatre autres. ONU Femmes a encouragé le Centre « à bâtir sur ses succès significatifs dans le domaine de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes afin de fixer, là où c'est possible, des cibles plus ambitieuses pour 2014. »
6. Le Fonds d'innovation continue à soutenir un certain nombre de projets de premier plan. Des fonds additionnels ont été affectés aux trois domaines suivants: développement de nouveaux produits ou mise à jour de produits existants liés aux huit domaines de première importance; examen approfondi de la manière dont l'égalité des genres est intégrée dans la conception et la réalisation de certains programmes d'études; et conception et mise en œuvre d'un campus virtuel

---

<sup>1</sup> CC 73/7.

centralisé. Un plan d'application d'un cadre de certification harmonisé et une stratégie de communication accompagnée de nouvelles activités de promotion ont également été approuvés.

7. Les paragraphes suivants du présent rapport donnent:
  - des informations sur les actions menées au cours des six premiers mois de 2013 en ce qui concerne les cinq priorités stratégiques fixées dans le Plan;
  - un aperçu des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs intermédiaires pour 2013 pour chaque indicateur;
  - des prévisions pour la seconde moitié de l'année.
8. L'annexe I consiste en une série de tableaux et graphiques donnant des informations générales sur les activités de formation en date du 30 juin 2013. Les statistiques présentées sous les indicateurs 1.1 et 2.2 et le tableau 1 seront actualisés avant la réunion du Conseil.
9. L'annexe II présente un résumé du programme et budget pour 2013.

---

## Rapport intérimaire d'exécution

Priorité 1: Introduction d'un cadre axé sur les résultats aligné sur le cadre stratégique de l'OIT pour 2010-15

10. Le Plan stratégique pour 2012-15 adopté en novembre 2011 indique:<sup>2</sup>

« C'est la première fois que le Centre utilise un cadre explicite axé sur les résultats. (...) [B]on nombre des objectifs ont été délibérément fixés à un niveau ambitieux car il s'agit ici pour le Centre d'un exercice d'apprentissage qui va évoluer au fil des expériences. Inévitablement, certains objectifs ne seront pas atteints, mais ce risque est accepté parce que derrière cet exercice se cache un engagement fort à mieux faire les choses, à changer et à innover. »

11. En cette deuxième année d'exécution du plan stratégique axé sur les résultats, des difficultés sont clairement apparues en ce qui concerne certaines cibles. En particulier, celles fixées à l'indicateur 1.1 pour les nombres annuels de participants employeurs, travailleurs et gouvernementaux ne seront pas atteintes. Il est maintenant clair les cibles fixées pour cet indicateur ont sous-estimé l'impact démesuré de la réduction des contributions volontaires sur la participation des mandants tripartites aux activités de formation. En outre, ces cibles étaient basées sur le postulat que deux grands projets financés par l'Espagne et concernant les employeurs et les travailleurs seraient renouvelés. La décision prise par l'Espagne en 2012 de mettre un terme à ces projets n'était évidemment pas prévue et a été un facteur déterminant de la baisse du nombre de participants aux activités des programmes pour les travailleurs et les employeurs. L'impact cumulé de la réduction des contributions volontaires et de l'interruption des projets financés par l'Espagne a fait que les cibles fixées à l'indicateur 1.1 n'ont pas été atteintes en 2012 et ne le seront pas non plus en 2013. Si les statistiques pour l'indicateur 1.1 montrent une reprise au premier semestre 2013, on est encore loin des objectifs. Des fonds supplémentaires ont déjà été alloués aux programmes des activités pour les travailleurs et les employeurs au second semestre de cette année, et les progrès continueront à être suivis de près. À la lumière de cette expérience, les cibles proposées à l'indicateur 1.1 pour 2014 sont fixées à un niveau plus réaliste et réalisable. Ces ajustements seront accompagnés de mesures complémentaires visant à accroître le soutien aux deux programmes concernés.

12. La formulation de l'indicateur 3.2 est elle aussi problématique. La formulation actuelle ne se prête pas à une mesure pertinente parce qu'elle contient une anomalie. Le coût total du personnel englobe les coûts liés au personnel sur projet, qui varient selon le niveau des recettes provenant des activités de formation. Le coût du personnel administratif et d'appui, exprimé en pourcentage du coût total du personnel, est lui aussi dépendant de l'évolution du niveau des recettes, en ce sens qu'il baisse quand les recettes augmentent et vice versa. Donc, même quand des mesures d'économie sont appliquées, qui débouchent sur une réduction du coût du personnel administratif et d'appui, elles ne se reflètent pas nécessairement sous cet indicateur parce que ce dernier ne mesure pas ce qui se passe l'évolution du coût du personnel administratif et d'appui en soi. Pour cette raison, une reformulation de cet indicateur est proposée pour 2014 afin de capturer la tendance au niveau des coûts généraux d'administration et d'appui, y compris du coût du personnel, par rapport aux dépenses totales, ce qui constitue une manière plus sensée de mesurer les gains d'efficacité et de suivre la tendance au fil des années.

13. Le Centre continue à lier ses activités de formation aux résultats de l'OIT et à participer activement aux processus de planification du travail axés sur les résultats. En 2012, le Centre a dépassé la cible fixée pour le pourcentage d'activités de formation conçues et réalisées en

---

<sup>2</sup> Plan stratégique axé sur les résultats pour la période 2012-15 (paragraphe 20).

---

collaboration avec les départements techniques du BIT et les bureaux locaux de l'OIT, et il devrait atteindre la cible pour 2013. Le Centre participera à la préparation du prochain cadre stratégique de l'OIT et alignera son prochain plan d'action sur les priorités et stratégies générales de ce cadre.

#### Priorité 2: Renforcement du rôle de gouvernance du Conseil du Centre

14. Le premier rapport annuel d'exécution est présenté au Conseil lors de cette session.<sup>3</sup> Il fournit les données pour l'ensemble de l'année et dresse une analyse globale des résultats et progrès réalisés en 2012. Le présent rapport intérimaire d'exécution, qui couvre le premier semestre 2013, permet au Conseil de faire part de ses observations à la Direction du Centre et de lui suggérer une orientation stratégique en rapport avec les résultats atteints à ce jour en 2013.
15. Le Bureau de l'audit interne et du contrôle présente au Conseil un rapport annuel qui résume les conclusions et recommandations des activités qu'il a menées en 2012.<sup>4</sup> Un document sur le suivi des recommandations de l'audit interne par le Centre est également soumis au Conseil.<sup>5</sup>
16. Le commissaire aux comptes présente au Conseil un plan pour l'audit des états financiers 2013 du Centre.<sup>6</sup>

#### Priorité 3: Diversification de la base de financement et extension de la portée

17. Plusieurs développements positifs ont un impact sur le volume général des activités réalisées au premier semestre et prévues au second. Le Bureau a alloué des ressources supplémentaires au Centre pour l'organisation d'activités liées au mandat de l'OIT et le gouvernement italien a annoncé une nouvelle contribution volontaire. En outre, une allocation additionnelle pour les activités de formation a été prélevée sur l'excédent d'exploitation de 2011. En conséquence de ces décisions, le Centre peut compter en 2013 sur un montant plus élevé de fonds non captifs ou partiellement réservés, qui peuvent être utilisés de manière stratégique pour soutenir les priorités institutionnelles et générer un cofinancement. De plus, le nouveau cadre de coopération renforcée entre PARDEV et le Centre facilite l'intégration de ce dernier dans les stratégies de coopération technique et de mobilisation des ressources de l'OIT.
18. Un certain nombre d'initiatives de partenariat et de mobilisation de ressources ont été menées au cours du premier semestre de cette année. Le Centre a signé – par l'intermédiaire de l'OIT – un premier accord avec le gouvernement japonais, qui porte sur un montant de 300 000 dollars des États-Unis englobant le détachement d'une experte au Centre. Le gouvernement portugais a approuvé un nouveau programme en matière de compétences et d'emploi pour les pays lusophones. Le Centre est engagé dans un dialogue actif avec d'autres donateurs potentiels, parmi lesquels la République de Corée et le Qatar. La collaboration a d'ailleurs déjà commencé avec le ministère du Travail du Qatar, avec une activité de formation pour les inspecteurs du travail. Un nouvel accord a été signé avec le ministère fédéral du Travail et de la Productivité du Nigeria et son Institut national d'études sociales pour la réalisation de cours sur la réforme des pensions. Le partenariat biennal (2013-14) avec le gouvernement wallon a été renouvelé, et trois projets ont été financés pour un montant de 219 951 euros. De nouvelles contributions pour des activités spécifiques ont été promises par ou reçues des agences de développement allemande, australienne, française et luxembourgeoises, ainsi que de l'Organisation des États américains. La collaboration lancée en 2012 avec la Banque africaine de développement s'est poursuivie cette

---

<sup>3</sup> CC 75/1.

<sup>4</sup> CC 75/5/3.

<sup>5</sup> CC 75/5/4.

<sup>6</sup> CC 75/5/2.

---

année dans le domaine de l'emploi des jeunes. Un programme de formation sur la gestion des contrats pour le ministère irakien de l'Éducation (298 221 dollars) a été financé par la Banque mondiale. L'AGFUND a maintenu son soutien financier à des projets au Kenya (80 000 dollars) et en Zambie (65 000 dollars). Pour la troisième année consécutive, l'Institut d'enseignement et de formation professionnels d'Arabie saoudite a renouvelé le partenariat avec le Centre et apporté 500 000 dollars pour un programme de développement du personnel. La participation aux appels d'offres a débouché sur l'octroi au Centre de deux projets financés par la Commission européenne pour le Rwanda et la zone euroméditerranéenne.

19. En ce qui concerne les bailleurs de fonds non étatiques, un accord a été conclu en 2013 avec la Fondation Jacobs pour l'Académie sur le développement des jeunes. La Fédération des employeurs néerlandais a maintenu son soutien financier au Programme des activités pour les employeurs, tandis que la Fondation Friedrich Ebert et la Fondation internationale japonaise du travail (JILAF) en ont fait de même avec le Programme des activités pour les travailleurs. L'accord de coopération avec la Fondation interaméricaine a été renouvelé et porte sur la conception de nouveaux matériels didactiques et activités de formation pour l'Amérique latine (151 920 dollars).
20. La collaboration s'est poursuivie avec un éventail d'agences des Nations Unies, telles que la CEE, le FIDA, la FAO, le HCDH, la MINUL, l'OCHA, ONU Femmes, le PNUD ou l'UNITAR, ainsi qu'avec l'École des cadres du système des Nations Unies. Le Centre a signé, ou renouvelé, des accords de collaboration avec des institutions techniques, de formation, de recherche et académiques nationales d'Afrique du Sud, du Brésil, de Bulgarie, du Cameroun, de Chine, d'Espagne, des États-Unis, de France, d'Inde, d'Italie, du Nigeria, du Pakistan, du Pérou, du Royaume-Uni et de Thaïlande.
21. Une expérience pilote a été menée avec un certain nombre de programmes techniques pour améliorer la promotion des activités et aider le Centre à gérer ses relations avec les mandants, les bailleurs de fonds et les partenaires d'une manière plus structurée. Diverses options sont à l'étude sur la façon d'introduire ce système à travers le Centre.
22. Le travail a débuté au niveau de l'uniformisation de la présence sur le web, par le biais de l'amélioration des procédures de publication et de la migration des multiples sites actuellement fragmentés. Cela contribuera à une plus grande portée et une meilleure visibilité et constitue une étape importante dans l'effort permanent de création et d'application d'une stratégie de communication extérieure plus cohérente et plus efficace. De nouvelles activités de promotion ont été menées, dont le Salon de la connaissance (« *Knowledge Fair* »); une nouvelle brochure a été finalisée; et un nouveau stand a été créé.

#### Priorité 4: Réforme des procédures opérationnelles et administratives internes

23. Le processus de réforme des procédures opérationnelles et administratives internes s'est poursuivi en 2013 par l'application des mesures suivantes:
  - réorganisation des services budgétaires et financiers selon les recommandations formulées de longue date par le commissaire aux comptes et l'auditeur interne;
  - rationalisation du flux de travail interne lié à la gestion financière et à la divulgation des informations;
  - déploiement de nouveaux outils afin de rationaliser les processus de budgétisation des activités et de facturation;
  - mise en place d'un système électronique de paiement des salaires permettant de réduire les frais bancaires et d'améliorer l'efficacité opérationnelle;
  - application des normes IPSAS, et amélioration subséquente et correspondante de la gestion et de la conservation des actifs, de la gestion des sommes à recevoir, du suivi et de la gestion

---

des accords avec les sponsors, de l'information sur les coûts et produits en tant que base pour la prise de décisions, ainsi que de la planification des acquisitions de capital et de la budgétisation des ressources;

- achèvement de la phase technique du projet de logiciel d'information d'entreprise, dans l'objectif de fournir à la Direction les informations essentielles en temps réel. Le système devrait être mis en service d'ici septembre 2013;
- mise en œuvre de plusieurs projets d'infrastructure IT afin de renforcer la sécurité, de fournir de nouveaux services et de moderniser et améliorer l'efficacité du centre de données. Une étude des centres de données de nouvelle génération a été lancée, avec un accent sur l'amélioration de la continuité du service et de la récupération des données après catastrophe, la réduction du coût total de propriété, la vitesse et le dynamisme des installations de prestation de services et la durabilité environnementale;
- mise en service d'un nouveau système de gestion des congés reposant sur la base de données électronique sur le personnel, opérationnelle depuis l'an dernier. Une nouvelle base de données sur la formation par voie électronique et un nouveau système de recrutement en ligne sont également prévus.

#### Priorité 5: Mise à niveau des infrastructures du campus

**24.** Les améliorations des infrastructures du campus et de ses équipements technologiques se sont poursuivies. Les principaux travaux effectués sont:

- la mise en place d'un nouveau système de contrôle des accès alignant le Centre sur les Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS) recommandées par le système de gestion de la sécurité des Nations Unies;
- déploiement sur le tout le campus d'une infrastructure Wi-Fi couvrant tous les espaces publics, les chambres, les salles de classe et les bureaux;
- achèvement du projet technique en vue de la rénovation du pavillon Europe et lancement de la procédure d'adjudication, dans l'optique d'un commencement des travaux en octobre 2013;
- préparation d'un plan global d'urgence et d'évacuation;
- autres améliorations visant à faciliter l'accès des personnes à mobilité réduite;
- remplacement du système de climatisation dans un des pavillons par une technologie plus efficiente au niveau de la consommation d'énergie; et
- améliorations des infrastructures résidentielles.

## Résultat 1: La formation pertinente et efficace renforce la capacité institutionnelle des mandants de l'OIT à contribuer efficacement aux programmes par pays de promotion du travail décent et à relever les défis liés au développement

Ce résultat entend mesurer la mesure dans laquelle les activités de formation délivrées par le Centre aux mandants de l'OIT contribuent à la réalisation des résultats de l'OIT et à l'Agenda du travail décent aux niveaux national et mondial. Il est étroitement lié au mandat confié au Centre dans le suivi de la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable et de la stratégie transversale de l'OIT de développement des capacités des mandants, tel que formulé dans le cadre stratégique pour 2010-15 et les propositions de programme et de budget pour 2012-13.

<b>Indicateur 1.1:</b> Nombre de participants, ventilé par genre, représentant les mandants tripartites par rapport au nombre total de participants			
<b>Base de référence (2010)</b>	<b>Cible</b>	<b>Situation au 30 juin 2013</b>	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b>
1 346 participants employeurs 1 937 participants travailleurs 1 293 participants venant de ministères du Travail 3 500 autres participants gouvernementaux 40,2% de femmes	1 500 participants employeurs 2 200 participants travailleurs 1 500 participants venant de ministères du Travail 3 500 autres participants gouvernementaux 42% de femmes	535 participants employeurs 737 participants travailleurs 537 participants venant de ministères du Travail 2 577 autres participants gouvernementaux 39,2% de femmes	1 100 participants employeurs 1 650 participants travailleurs 1 100 participants venant de ministères du Travail 4 000 autres participants gouvernementaux 42% de femmes
<p><b>Commentaires:</b> Le volume d'activités de 2013 a été favorablement influencé par la décision du gouvernement italien de verser une contribution volontaire aux activités de formation, par l'allocation de ressources additionnelles par l'OIT et, en général, par l'accélération de la collaboration avec le Bureau au cours de la deuxième année du biennat. La disponibilité de fonds captifs a un impact positif sur la participation des représentants des travailleurs et des employeurs aux activités du Centre. En ce qui concerne la participation des gouvernements et des autres institutions publiques, les données ne sont parfois pas fiables à 100 pour cent parce qu'il est difficile d'identifier la nature juridique et statutaire des organisations qui envoient des participants aux cours réguliers. Le nombre relativement grand de représentants de gouvernements et d'autres institutions publiques s'explique essentiellement par la réalisation de deux grands projets sur les marchés publics dans les Balkans et au Rwanda et d'un programme de formation pour les dirigeants et formateurs de l'Institut d'enseignement et de formation professionnels d'Arabie saoudite et de l'Institut de formation professionnelle d'El Salvador. Le taux de participation féminine parmi les mandants est juste en dessous de la cible annuelle.</p>			

<b>Indicateur 1.2:</b> Utilisation par les participants des connaissances et compétences acquises			
<b>Base de référence (2011)</b>	<b>Cible</b>	<b>Situation au 30 juin 2013</b>	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b>
99,4% des anciens participants répondant aux questionnaires ex-post indiquaient que leurs performances se sont améliorées à la suite de la participation aux activités de formation et d'apprentissage du	60% des anciens participants venant de ministères du Travail et d'organisations d'employeurs et de travailleurs répondant aux questionnaires ex-post indiquent que leurs performances se sont améliorées à la suite de la participation à des	98,8% des anciens participants venant de ministères du Travail et d'organisations d'employeurs et de travailleurs répondant aux questionnaires ex-post indiquaient que leurs performances se sont améliorées à la	98%% des anciens participants venant de ministères du Travail et d'organisations d'employeurs et de travailleurs répondant aux questionnaires ex-post indiquent que leurs performances se sont améliorées à la suite de

Centre.	activités de formation et d'apprentissage du Centre.	suite de la participation à des activités de formation et d'apprentissage du Centre.	la participation à des activités de formation et d'apprentissage du Centre.
---------	--	--	---

**Commentaires:** Les valeurs rapportées sont basées sur l'évaluation de suivi standardisée. Un questionnaire d'évaluation ex-post en ligne est envoyé à tous les participants aux cours réguliers entre six et huit mois après la fin de l'activité. Au cours du premier semestre 2013, 89 anciens participants aux cours réguliers venant de ministères du Travail ou d'organisations d'employeurs ou de travailleurs y ont répondu. Les résultats de cette année sont fort similaires à ceux obtenus en 2012. Cent pour cent de ces participants ont indiqué avoir perçu une amélioration de leurs compétences professionnelles à la suite de la formation. Parmi eux, 99 pour cent ont indiqué au moins une légère amélioration; pour 67 pour cent, cette amélioration était forte ou très forte. Parmi les participants qui ne proviennent pas des mandants de l'OIT, 46 pour cent ont rapporté une amélioration forte ou très forte de leurs performances professionnelles. L'utilisation du matériel distribué pendant la formation et l'exploitation des réseaux professionnels établis semblent favoriser l'amélioration des performances: 67 pour cent des participants font en effet fréquemment usage du matériel didactique, et 52 pour cent utilisent souvent ou très souvent les réseaux professionnels.

Dans l'interprétation de ces résultats, le taux de réponse au questionnaire doit être pris en considération. Environ 70 pour cent des anciens participants n'ont pas répondu, ce qui peut être dû à diverses raisons, telles que le changement d'adresse, les difficultés technologiques, le manque de temps, le manque d'intérêt, etc.

**Indicateur 1.3:** Utilisation par les institutions des connaissances et compétences acquises par les participants

<b>Base de référence (2011)</b>	<b>Cible</b>	<b>Situation au 30 juin 2013</b>	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b>
16% des institutions des anciens participants questionnées pour évaluer l'impact des activités de formation et d'apprentissage du Centre	10% des institutions des anciens participants questionnées pour évaluer l'impact des activités de formation et d'apprentissage du Centre	22% des institutions des anciens participants questionnées pour évaluer l'impact des activités de formation et d'apprentissage du Centre	20% des institutions des anciens participants questionnées pour évaluer l'impact des activités de formation et d'apprentissage du Centre

**Commentaires:** Les valeurs rapportées sont basées sur l'évaluation de suivi standardisée, qui ne concerne que les participants aux cours réguliers du Centre. L'impact sur les institutions est évalué à travers les témoignages directs des anciens participants. Pour mesurer cet indicateur, il faut ériger en postulat l'hypothèse que chaque participant représente une institution différente. Au cours du premier semestre 2013, 706 institutions gouvernementales et organisations d'employeurs ou de travailleurs ont participé à des cours réguliers et ont été interrogées, dont 210 ont répondu: 96 pour cent ont indiqué au moins une légère amélioration de leurs performances générales à la suite de la formation, et quelque 29 pour cent ont rapporté une amélioration forte ou très forte. Les mandants de l'OIT rapportent des résultats plus positifs que les autres institutions. Parmi eux, 88 pour cent indiquent au moins une légère amélioration de leurs performances, et 22 pour cent une amélioration forte ou très forte. Les réponses reçues indiquent également que l'impact de la formation dépasse le cadre de l'institution, 70 pour cent des participants rapportant un impact non négligeable en dehors de leur organisation.

**Indicateur 1.4:** Volume des revenus générés par les activités de formation liées aux 19 résultats de l'OIT

<b>Base de référence (2010)</b>	<b>Cible</b>	<b>Situation au 30 juin 2013</b>	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b>
76%	78% des revenus générés par les activités de formation	75% des revenus générés par les activités commencées	80% des revenus générés par les activités de formation

		ou achevées	
<p><b>Commentaires:</b> Cet indicateur est particulièrement sensible au mode de financement des activités du Centre. La combinaison de l'augmentation des fonds non réservés et de l'accélération des activités conjointes avec l'OIT pendant la deuxième année du biennat accroît la possibilité d'allouer des fonds aux priorités de l'OIT par rapport à 2012. Le Centre s'est également montré proactif en investissant du temps et des moyens pour développer, mettre à jour ou affiner ses produits de formation pertinents pour les nouveaux domaines de première importance.</p> <p>Si la définition de la portée et de la couverture des huit domaines de première importance est encore en cours, le Centre a pris les devants et organisé et classé ses activités par domaine de première importance, et il investit dans le développement ou la mise à jour de ses outils de formation liés à un certain nombre de ces domaines. Entre 35 et 40 pour cent des activités réalisées par le Centre en 2013 pourraient être directement liés à un ou plusieurs domaines de première importance.</p>			

<b>Indicateur 1.5:</b> Pourcentage d'activités de formation du Centre conçues et réalisées avec des départements techniques du BIT et des bureaux de l'OIT			
<b>Base de référence (2011)</b> 65,8%	<b>Cible</b> 50%	<b>Situation au 30 juin 2013</b> 42,5%	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b> 50%
<p><b>Commentaires:</b> Cet indicateur couvre aussi bien les activités sur mesure conçues et réalisées à la demande du et en collaboration avec le Siège que l'implication active des départements techniques et spécialistes du BIT dans la délivrance de cours réguliers et d'académies. Les données montrent que le niveau de collaboration entre le Centre et les départements techniques du BIT et les bureaux de l'OIT est élevé, même si elle est parfois ponctuelle et décentralisée. Dans certains domaines, tout le programme de formation du Centre est conçu et réalisé en coopération avec les départements techniques pertinents du BIT. Au premier semestre 2013, le pourcentage a été légèrement inférieur en raison du grand nombre d'ateliers organisés dans le cadre de deux projets sur les achats publics.</p>			

<b>Indicateur 1.6:</b> Réalisation de programmes de développement et de formation du personnel du BIT			
<b>Base de référence (2010)</b> 517 membres du personnel	<b>Cible</b> 550 membres du personnel	<b>Situation au 30 juin 2013</b> 305 membres du personnel	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b> 550 membres du personnel
<p><b>Commentaires:</b> Les activités réalisées pour des membres du personnel du BIT au premier semestre 2013 n'englobent pas les modules d'auto-apprentissage introductifs sur les normes internationales du travail, au tripartisme et à l'égalité des genres car l'administration de ces plateformes est désormais du ressort du Département des ressources humaines du BIT. Elles couvrent deux ateliers de partage des connaissances sur les emplois verts et un sur SCORE; un cours d'orientation pour les nouveaux fonctionnaires; un cours sur la conception et la réalisation de projets; un nouveau programme de certification des responsables de l'évaluation; une nouvelle édition des cours sur les compétences de recherche; et un nouveau cours sur la mobilisation de ressources provenant de l'Union européenne. On observe en outre une tendance générale positive pour la participation des membres du personnel du BIT aux cours réguliers du Centre.</p>			

## Résultat 2: Les décideurs politiques font connaissance avec et sont sensibilisés aux normes internationales du travail, au tripartisme, aux valeurs, politiques et outils de l'OIT

Ce résultat entend évaluer dans quelle mesure le soutien apporté par le Centre aux programmes de formation, d'apprentissage et de développement des ressources humaines de partenaires extérieurs réputés contribue à l'objectif double de promotion du développement durable et de la gouvernance et de diffusion auprès d'un public élargi des valeurs, politiques et outils de l'OIT, en particulier des normes internationales du travail et du tripartisme.

<b>Indicateur 2.1:</b> Nombre d'activités de formation organisées en partenariat avec une institution de formation ou académique nationale, régionale ou internationale			
<b>Base de référence (2011)</b> 17,3% des activités du Centre réalisées en partenariat avec d'autres institutions de formation, de recherche ou académiques	<b>Cible</b> 10% des activités du Centre réalisées en partenariat avec d'autres institutions de formation, de recherche ou académiques	<b>Situation au 30 juin 2013</b> 17,9% des activités du Centre réalisées en partenariat avec d'autres institutions de formation, de recherche ou académiques	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b> 17,5% des activités du Centre réalisées en partenariat avec d'autres institutions de formation, de recherche ou académiques
<b>Commentaires:</b> Cet indicateur a été mesuré pour la première fois en 2011. Il ressort qu'un grand nombre d'activités est déjà mis en œuvre avec des institutions internationales, régionales ou nationales de formation, de recherche ou académiques. Certaines de ces activités sont le résultat de partenariats institutionnels, d'autres d'une collaboration ad hoc.			

<b>Indicateur 2.2:</b> Nombre annuel de participants, ventilé par genre, et de jours/participant			
<b>Base de référence (2010)</b> 13 730 participants 102 365 jours-participant 43,2% de femmes	<b>Cible</b> 12 500 participants 100 000 jours-participant 44% de femmes	<b>Situation au 30 juin 2013</b> 7 112 participants 50 622 jours-participant 41,9% de femmes	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b> 13 500 participants 100 000 jours-participant 43% de femmes
<b>Commentaires:</b> La combinaison de l'octroi de fonds supplémentaires par l'OIT, de la nouvelle contribution volontaire italienne, l'accélération des activités conjointes avec l'OIT pendant la deuxième année du biennat et la diversification des sources de financement a un impact très positif sur le volume d'activités du Centre. La part occupée par les femmes est stable depuis quelques années, avec toutefois des variations liées à la répartition géographique et au contexte institutionnel.			

<b>Indicateur 2.3:</b> Niveau de satisfaction des participants quant à la qualité de la formation et à sa pertinence pour les objectifs institutionnels, relevé par le biais des questionnaires d'évaluation en fin de cours, des questionnaires ex-post et des commentaires venant du réseau des anciens participants			
<b>Base de référence (2010)</b> Le score moyen était de 4,4 sur une échelle de 1 à 5.	<b>Cible</b> Le score moyen obtenu par la qualité globale des activités de formation dans les questionnaires en fin de cours atteint 4,5.	<b>Situation au 30 juin 2013</b> Le score moyen obtenu par la qualité globale des activités de formation dans les questionnaires en fin de cours atteignait 4,41.	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b> Le score moyen obtenu par la qualité globale des activités de formation dans les questionnaires en fin de cours devrait être de 4,40.

**Commentaires:** L'analyse comparative des commentaires des participants en 2012 et au premier semestre 2013 donne des résultats fort semblables. Le score obtenu par la qualité globale des activités de formation est en légère baisse, de 4,43 en 2012 à 4,41 au premier semestre 2013. Comme par le passé, elle fait l'objet d'une évaluation plus positive de la part des participants tripartites (entre 4,47 et 4,54). Ventilés par région, les résultats les plus positifs sont obtenus par les activités pour les Amériques (score moyen: 4,60); à l'autre bout de l'échelle, les activités pour les États arabes reçoivent une évaluation globale de 4,29.

Pour ce qui est des caractéristiques spécifiques des activités, toutes sont en légère baisse par rapport à 2012. Le seul aspect qui soit resté au même niveau est la pertinence de la formation pour les besoins de l'institution des participants (score moyen: 4,45).

### Résultat 3: Toutes les ressources du Centre sont utilisées de manière efficace et efficiente

Ce résultat entend mesurer les effets des efforts déployés par le Centre pour diversifier la base de financement de ses opérations, pour faire le meilleur usage possible de ses ressources et pour assurer les investissements requis pour améliorer la qualité et la rentabilité de son action.

#### Indicateur 3.1: Renforcer la diversification et la prévisibilité des ressources financières du Centre

Base de référence (2008-11)	Cible	Situation au 30 juin 2013	Prévisions pour le 31 décembre 2013
157 millions d'euros	Mobiliser un volume global de 40 millions d'euros en contributions directes et recettes propres en 2013 et conclure des accords avec au moins deux nouveaux bailleurs de fonds.	Quelque 14,2 millions d'euros mobilisés pour le financement d'activités de formation et environ 650 000 euros pour les publications. Contributions directes reçues ou confirmées pour un montant de 11,5 millions d'euros. Nouveaux bailleurs de fonds: Japon, Qatar, Fondation Jacobs	Au 31 décembre 2012, environ 36,2 millions d'euros devraient avoir été mobilisés via les activités de formation, les publications, les autres recettes, les contributions directes et l'excédent des exercices précédents.  Nouveaux bailleurs de fonds: Japon, Qatar, Fondation Jacobs
Base de référence (2010)			
2 nouveaux bailleurs de fonds			

**Commentaires:** Le rétablissement d'une contribution volontaire de la part de l'Italie et l'amélioration de la planification et de l'allocation des fonds CTBO et autres, ainsi que la réponse aux demandes payantes et aux appels d'offres, ont augmenté le volume et la prévisibilité des ressources financières. Trois nouveaux bailleurs de fonds se sont matérialisés au premier semestre 2013, à savoir le gouvernement du Japon (par le biais de l'OIT), le Qatar et la Fondation Jacobs. La recherche de nouveaux donateurs s'est faite à travers des contacts directs et l'intégration accrue du Centre dans les stratégies et mécanismes de mobilisation de ressources de l'OIT.

#### Indicateur 3.2: Coût du personnel administratif et d'appui, en pourcentage du coût total du personnel

Base de référence (2010)	Cible	Situation au 30 juin 2013	Prévisions pour le 31 décembre 2013
37%	35%	34%	34%

**Commentaires:** Avec la rationalisation continue des processus et la réorganisation de certaines unités administratives, la cible fixée pour 2013 devrait être atteinte. La situation au 30 juin 2013 ne reflète que les coûts totaux enregistrés à cette date et n'inclut pas le total des dépenses prévues. Par exemple, les coûts liés aux avantages du personnel et les engagements pour les frais de fonctionnement ne sont relevés qu'à la fin de l'année.

Eu égard aux anomalies détectées et aux problèmes de mesure associés à cet indicateur, il est proposé de le reformuler en 2014 afin de trouver une manière plus fiable de mesurer les économies

réalisées au niveau du personnel administratif et d'appui (voir paragraphe 12).

**Indicateur 3.3:** Réponse rapide de la Direction aux recommandations prioritaires des audits interne et externe

<b>Base de référence (2011)</b>	<b>Cible</b>	<b>Situation au 30 juin 2013</b>	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b>
Audit interne: 26% Audit externe: 75%	Toutes les recommandations prioritaires des audits interne ou externe formulées en 2013 font l'objet d'une réaction de la Direction en 2013.	Audit interne: 92% Audit externe: 90%	Audit interne: 100% Audit externe: 100%

**Commentaires:** Toutes les recommandations hautement prioritaires des audits externe et interne qui peuvent être mises en œuvre à court terme seront envisagées d'ici la fin de l'année. Un tableau sur l'état de mise en œuvre des recommandations de l'audit interne sera présenté au Conseil en 2013.

**Indicateur 3.4:** Investissement dans le développement du personnel, en pourcentage de la masse salariale.

<b>Base de référence (2010)</b>	<b>Cible</b>	<b>Situation au 30 juin 2013</b>	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b>
0,3% de la masse salariale	1,0% de la masse salariale	0,7% de la masse salariale	1,1% de la masse salariale

**Commentaires:** Le Centre a multiplié depuis le début de l'année les possibilités d'apprentissage et de formation du personnel afin de permettre aux fonctionnaires de développer leur expertise et leur potentiel tout en maintenant leur engagement au niveau le plus haut. Le programme 2013 de formation et développement du personnel est basé sur une évaluation globale des besoins d'apprentissage qui a été menée en début d'année. Le Comité mixte de la formation est chargé de hiérarchiser les activités et de recommander l'allocation des fonds. Toutes les demandes individuelles ont été satisfaites quand elles portaient sur des besoins identifiés et soutenues par les chefs responsables. Treize cours de langues (en cinq langues) ont été organisés; de nouveaux cours collectifs ont eu lieu sur la gestion du stress, les technologies de l'apprentissage, les techniques de présentation, le marketing et la réponse aux appels d'offres, la sensibilisation à la sécurité informatique et à d'autres aspects liés aux technologies de l'information, la gestion des performances, la prévention des incendies et l'ergonomie, les méthodes d'enquête appréciatives et le leadership. Un second cycle du programme d'accompagnement (« *coaching* ») a été lancé et des fonds ont été alloués pour répondre aux demandes individuelles en hausse. Au 30 juin 2013, 138 fonctionnaires (76 pour cent) avaient participé à l'une ou l'autre forme d'activité d'apprentissage ou de formation.

**Indicateur 3.5:** Meilleur équilibre de genre et meilleure répartition géographique du personnel de la catégorie professionnelle

<b>Base de référence (2010)</b>	<b>Cible 2013-15</b>	<b>Situation au 30 juin 2013</b>	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b>
38% de femmes 31% originaires de pays hors Europe	40% de femmes 35% originaires de pays hors Europe	45% de femmes 33% originaires de pays hors Europe	45% de femmes 33% originaires de pays hors Europe

**Commentaires:** Bien que les mouvements de personnel au sein de la catégorie professionnelle aient été limités au cours de la période à l'examen, une attention accrue a été prêtée à la réduction du déséquilibre au niveau du genre et de la répartition géographique, par le biais d'une approche plus efficace des catégories sous-représentées, qui a débouché sur une amélioration notable des deux points précités.

<b>Indicateur 3.6:</b> Utilisation accrue des infrastructures du Centre, y compris des infrastructures hôtelières, pédagogiques et de conférence			
<b>Base de référence (2010)</b> Taux d'occupation des chambres: 63% Taux d'occupation des infrastructures de formation: 58%	<b>Cible 2013</b> Taux d'occupation des chambres: 63% Taux d'occupation des infrastructures de formation: 58%	<b>Situation au 30 juin 2013</b> Taux d'occupation des chambres: 55% Taux d'occupation des infrastructures de formation: 58%	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b> Taux d'occupation des chambres: 63% Taux d'occupation des infrastructures de formation: 58%
<b>Commentaires:</b> Les données disponibles pour le premier semestre 2013 montrent des taux d'occupation des chambres et des infrastructures de formation plus élevés par rapport à la même période en 2012, avec des hausses de respectivement 2 et 4 pour cent.. Il convient de noter que le premier trimestre affiche traditionnellement des taux d'occupation plus faibles, un grand nombre d'activités se déroulant normalement au second semestre. Cela explique les chiffres relativement bas relevés au 30 juin 2013.			

<b>Indicateur 3.7:</b> Qualité des infrastructures hôtelières			
<b>Base de référence (2012)</b> 82% des participants jugent la qualité des infrastructures hôtelières bonne ou excellente.	<b>Cible 2013</b> 85%	<b>Situation au 30 juin 2013</b> 86% des participants jugeaient la qualité des infrastructures hôtelières bonne ou excellente.	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b> 85%
<b>Commentaires:</b> En raison de la nature non commerciale du Centre, les infrastructures résidentielles du campus ne peuvent être classées selon le système par étoiles régi par la législation régionale et géré par la Région Piémont, en collaboration avec la Ville de Turin et la Province. Des discussions sont en cours avec la Région pour lancer un processus d'accréditation volontaire selon le système régional. Un indicateur complémentaire visant à évaluer la qualité des infrastructures hôtelières a été développé sur la base de la satisfaction des participants telle que mesurée par le questionnaire de fin d'activité. La base de référence pour cet indicateur a été établie en 2013. La situation au 30 juin 2013 montre une tendance au dépassement de la cible fixée pour 2013.			

<b>Indicateur 3.8:</b> Statut environnemental du campus			
<b>Base de référence (2012)</b> Deux des sept étapes obligatoires pour l'obtention du drapeau vert ont été franchies.	<b>Cible 2013</b> Deux des cinq étapes obligatoires restantes pour l'obtention du drapeau vert sont franchies.	<b>Situation au 30 juin 2013</b> Deux autres étapes, à savoir l'examen environnemental des opérations du Centre et la préparation d'un plan d'action, sont en cours de réalisation.	<b>Prévisions pour le 31 décembre 2013</b> L'examen environnemental et le plan d'action seront achevés.
<b>Commentaires:</b> Le Centre a franchi en 2012 deux des sept étapes requises par le programme de certification Éco-École. Les travaux pour le franchissement de deux autres étapes, à savoir l'examen environnemental et la préparation d'un plan d'action, sont en bonne voie. Les travaux sur d'autres étapes ont également début en 2013, notamment la définition d'indicateurs de suivi et de mesure, les activités de sensibilisation et de communication et la révision des programmes d'études.			

---

## Gestion des risques

25. Le Comité de gestion des risques a suivi les principaux risques qui pourraient avoir un impact sur la capacité du Centre à atteindre les résultats fixés pour 2013. Les risques pour la continuité des activités contribuant aux principaux risques identifiés et les mesures permettant de les atténuer ont été consignés dans un registre et un plan de mise en œuvre basé sur les mesures d'atténuation. Afin de refléter l'état de mise en œuvre de ces mesures, le registre fait l'objet d'une mise à jour systématique de la part des membres du Comité de gestion des risques.
26. À la suite de l'adoption de la norme ISO 27001 comme standard officiel pour la sécurité informatique, les politiques en la matière ont été publiées et une activité de sensibilisation du personnel à ce sujet a été organisée. Le plan de continuité des affaires a été achevé et la formation du personnel y afférente et les tests de simulation ont été menés. Le plan est opérationnel depuis mars 2013.

Turin, le 13 septembre 2013.

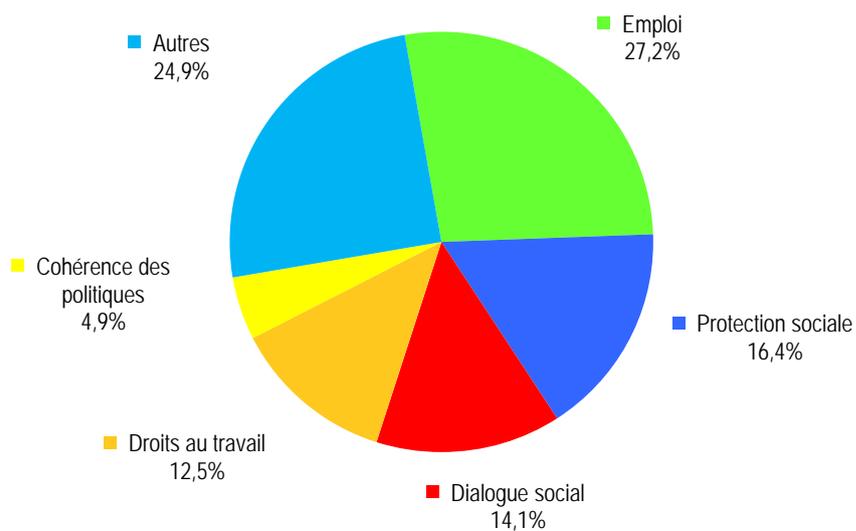
## ANNEXE I

### TABLEAU 1

#### RÉPARTITION DES ACTIVITÉS PAR TYPE DE FORMATION (Comparaison entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013)

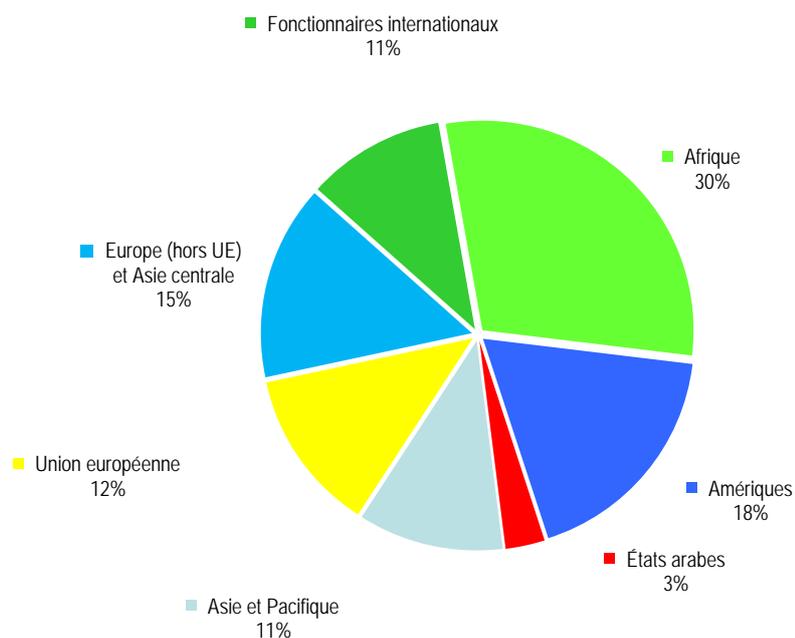
	2012				2013			
	Activités	Participants	Jours de formation	Jours-participant	Activités	Participants	Jours de formation	Jours-participant
Sur le campus	79	1 690	474	9 827	83	1 856	518	11 014
Sur le terrain	101	2 237	464	10 417	141	4 101	582	16 239
À distance	16	693	148	6 190	12	697	112	7 035
Mixtes	10	278	504	13 081	16	458	628	16 334
<b>TOTAL</b>	<b>206</b>	<b>4 898</b>	<b>1 590</b>	<b>39 515</b>	<b>252</b>	<b>7 112</b>	<b>1 840</b>	<b>50 622</b>

#### GRAPHIQUE A: REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS PAR OBJECTIF STRATÉGIQUE (au 30 juin 2013)

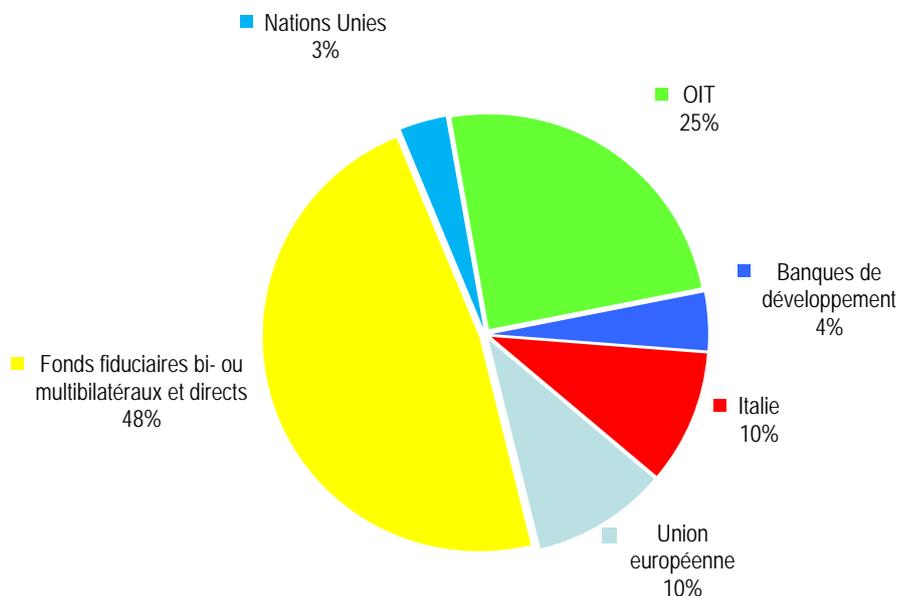


---

## GRAPHIQUE B: PARTICIPANTS PAR RÉGION (au 30 juin 2013)



## GRAPHIQUE C: REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS, PAR SOURCE DE FINANCEMENT, EN 2013 (prévisions)



---

## ANNEXE II

### PROGRAMME ET BUDGET POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013

27. Suivant les dispositions de l'article 8 du Règlement financier du Centre, on trouvera ci-après un rapport sur l'exécution du programme et du budget pour l'exercice 2013. Comme il est de tradition, ce rapport est présenté sous forme résumée et reflète le résultat d'exploitation escompté pour l'exercice en cours, dont le Conseil a approuvé le programme et le budget à sa 74<sup>e</sup> session tenue en novembre 2012.<sup>7</sup> Il y est tenu compte de toutes les activités de formation exécutées ou en cours, et de tous les facteurs financiers connus à la fin du mois de juin 2013, ainsi que des facteurs financiers estimatifs pour le reste de l'année.
28. Les chiffres et indicateurs relatifs au programme de l'année 2013 ont été établis en juin 2013. Ces données revêtent à ce jour un caractère provisoire, un certain nombre d'activités supplémentaires pouvant encore être exécutées dans le courant de l'année, tandis que d'autres pourraient être reportées ou annulées en fonction d'événements imprévus.

### Recettes

#### Chapitre I (contributions volontaires)

29. L'Organisation internationale du Travail a apporté en 2013 une contribution de 3 297 000 euros (4 373 500 dollars des États-Unis) aux frais d'exploitation du Centre. La contribution (*ex-lege*) de l'Italie pour un montant de 7 850 000 euros a été inscrite au budget. Au moment de rédiger ce rapport, la moitié de la contribution avait été encaissée. La contribution du gouvernement de la France, inscrite au budget pour un montant de 25 000 euros, avait été encaissée. Bien que la contribution de la Région Piémont (Italie) n'ait pas été inscrite au budget approuvé pour 2013, un montant de 100 000 euros a été confirmé pour cette année et donc inclus dans les estimations mises à jour pour les contributions volontaires.
30. Le budget approuvé pour 2013 contient également une contribution de 250 000 euros du gouvernement du Portugal. Cette contribution a été versée intégralement en 2013.
31. Les recettes totales provenant des contributions volontaires prévues dans les estimations mises à jour s'élèvent à 11 522 000 euros.

#### Chapitre II (recettes propres et utilisation de l'excédent)

32. Les postes 20 et 21, Recettes du programme d'activités révisé, devraient s'élever au total à 23 600 000 euros. Ce montant englobe les activités de formation, les services de conseil et les publications.
33. Les autres recettes prévues au titre du poste 22 du budget sont estimées à 1 000 000 euros.
34. Les recettes propres prévues pour 2013 au chapitre II devraient donc atteindre un montant total de 24 600 000 euros.
35. Le poste 23, Utilisation de l'excédent, inclut un transfert des réserves vers les recettes d'un montant de 113 000 euros.

---

<sup>7</sup> Document CC 74/3/1.

---

## FRAIS DE PERSONNEL

36. Les frais de personnel ont été réestimés à 17 401 000 euros et se ventilent comme suit:

	<b>Euros</b>
Personnel inscrit au budget ordinaire	14 735 000
Personnel sur projet	2 666 000
<b>Total</b>	<b>17 401 000</b>

37. Cette estimation est inférieure de 3,6 pour cent au budget originel.

## FRAIS NON AFFÉRENTS AU PERSONNEL

### Frais fixes

38. Les frais fixes ont été réestimés à 6 018 000 euros et se ventilent comme suit:

	<b>Euros</b>
Consultants	527 000
Infrastructures	1 902 000
Sécurité	380 000
Frais généraux d'exploitation	784 000
Missions et représentation	235 000
Gouvernance	205 000
Technologies de l'information	1 707 000
Amortissements des immobilisations	278 000
<b>Total</b>	<b>6 018 000</b>

39. Cette estimation est inférieure de 4,2 pour cent au budget originel.

---

## Frais variables

40. Les frais variables (hors personnel sur projet) sont estimés à 12 211 000 euros sur la base de la dernière révision du programme d'activités pour 2013. Ils se rapportent aux frais de mise en œuvre des activités spécifiques du Centre tels que les honoraires des conférenciers, le matériel didactique, les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des participants, la formation extra-muros, etc., et varient en fonction du volume, du contenu ainsi que des modalités d'exécution de ces activités. Les prévisions budgétaires sont basées sur le postulat que les frais variables seraient intégralement couverts par les activités spécifiques auxquelles ils se rapportent.

## RÉSULTAT D'EXPLOITATION

41. Les prévisions budgétaires révisées pour 2013 indiquent que les recettes atteindront 36 235 000 euros contre 35 630 000 euros de dépenses, d'où un excédent d'exploitation de 605 000 euros.

## FONDS POUR L'AMÉLIORATION DU CAMPUS

42. Le Fonds pour l'amélioration du campus présentait un solde de 1 016 000 euros en début d'exercice. Le 30 juin 2013, 368 000 euros ont été reçus de la *Compagnia di San Paolo*. Sur le budget de 2,99 millions d'euros prévu pour la rénovation du pavillon Europe, les dépenses encourues en 2013 devraient s'élever à 580 000 euros.

## FONDS D'INNOVATION

43. Sur le solde disponible de 355 000 euros du Fonds d'innovation, 250 000 euros seront utilisés en 2013 pour soutenir l'innovation dans la formation et l'apprentissage, et le solde de 105 000 euros sera reporté à 2014.

## TABLEAU SYNOPTIQUE DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2013

(en milliers d'euros)

Chapitre	Poste	Titre	2012 Montants réels	2013 Budget approuvé	2013 Prévisions
<b>Partie A – RECETTES</b>					
I		Contributions volontaires			
	10	Organisation internationale du Travail	3 385	3 527	3 297
	11	Gouvernement italien ( <i>ex-lege</i> )	7 850	7 850	7 850
	12	Gouvernement français	37	25	25
	13	Région Piémont (Italie)	200		100
	15	Gouvernement portugais	250	250	250
		Total chapitre I	<b>11 722</b>	<b>11 652</b>	<b>11 522</b>
II		Recettes propres			
	20	Recettes provenant d'activités spécifiques	21 026	21 400	22 400
	21	Recettes provenant des publications	990	1 450	1 200
	22	Autres recettes	1 114	1 300	1 000
		Total recettes propres	23 130	24 150	24 600
	23	Utilisation de l'excédent	701	800	113
		Total chapitre II	<b>23 831</b>	<b>24 950</b>	<b>24 713</b>
		<b>Total des recettes</b>	<b>35 553</b>	<b>36 602</b>	<b>36 235</b>
<b>Partie B – DÉPENSES</b>					
III		<b>Frais de personnel</b>			
	30	Personnel inscrit au budget ordinaire	14 682	15 183	14 735
	31	Personnel sur projet	3 083	2 862	2 666
		Total chapitre III	<b>17 765</b>	<b>18 045</b>	<b>17 401</b>
		<b>Frais non afférents au personnel</b>			
IV		Frais fixes			
	40	Consultants	418	447	527
	41	Infrastructures	1 875	2 010	1 902
	42	Sécurité	361	375	380
	43	Frais généraux d'exploitation	705	866	784
	44	Missions et représentation	207	251	235
	45	Gouvernance	168	424	205
	46	Technologies de l'information	1 388	1 546	1 707
	47	Amortissements des immobilisations	234	360	278
		Total chapitre IV	<b>5 356</b>	<b>6 279</b>	<b>6 018</b>
V		Frais variables			
	50	Collaborateurs externes	4 172	4 778	4 521
	51	Missions	584	670	632
	52	Frais liés aux participants	4 568	3 990	4 985
	53	Livres, matériel didactique et autres fournitures	400	890	433
	54	Infrastructures de formation et services hors Turin	502	650	544
	55	Autres frais variables	107	70	116
	56	Frais liés aux recettes provenant des publications	650	1 030	780
	57	Autres frais liés aux autres recettes	177	200	200
		Total chapitre V	<b>11 160</b>	<b>12 278</b>	<b>12 211</b>
		<b>Total des dépenses</b>	<b>34 281</b>	<b>36 602</b>	<b>35 630</b>
		<b>Excédent (déficit) d'exploitation</b>	<b>1 272</b>	<b>0</b>	<b>605</b>